

### Politique anti-chinoise

Il y a aussi l'aspect antichinois de cette politique menée par Moscou. Si nous n'en parlons que maintenant, cela n'en diminue aucunement l'importance. L'ouverture à l'Ouest s'accompagne d'un durcissement et d'une volonté bien arrêtée d'avoir les cou-dees franches avec la Chine, ce qui n'est pas un secret pour les observateurs; il s'ensuit donc un relâchement des obligations des P.C., en particulier le PCF. L'ennemi numéro un n'est plus la République fédérale allemande, mais Pékin. Le parti communiste français, en freinant ses exigences, a le feu vert pour se rapprocher des partis sociaux-démocrates. En France,

le discours antichinois de Brejnev prendra une tonalité de plus en plus antigauchiste! Barrer la route, isoler l'extrême-gauche; donner priorité à la lutte contre les thèses maoïstes sur la scène française; pratiquer la politique de l'amalgame, renvoyer dos à dos l'extrême-droite et l'extrême-gauche, les groupes maoïstes et fascistes qui sont les forces politiques françaises les plus hostiles à la politique de détente de Brejnev.

En épilogue, nous pouvons dire que c'est le discours d'un parti qui, comme le grand frère russe, cherche à nous convaincre qu'il est casanier, insulaire et autarcique.

## Pour améliorer les relations États-Unis-URSS...

*Voici des extraits du communiqué publié le 3 juillet après que l'eurent signé le président Richard Nixon et M. Leonid Brejnev, chef du Parti communiste soviétique:*

Ayant examiné en détail l'évolution des relations entre les États-Unis et l'URSS depuis la réunion au sommet de mai 1972, les deux parties ont constaté avec satisfaction que, grâce à leurs efforts énergiques, elles ont ainsi provoqué à bref délai un nouveau départ dans le sens des relations pacifiques et d'une coopération étendue et mutuellement avantageuse dans l'intérêt des peuples des deux pays et de toute l'humanité.

Elles ont souligné l'importance particulière que présentent pour l'épanouissement des relations entre les États-Unis et l'URSS les réunions tenues par leurs chefs au plus haut échelon, réunions qui deviennent maintenant une pratique établie. Ces réunions fournissent l'occasion d'entretiens efficaces et de haute portée; elles permettent de résoudre des questions bilatérales essentielles et de contribuer conjointement au règlement des problèmes internationaux qui touchent aux intérêts des deux pays.

### Armes stratégiques

Au cours de leurs entretiens, les deux parties ont procédé à un examen approfondi de la question de la limitation des armes stratégiques. Elles sont arrivées à la conclusion que l'accord intérimaire sur les armes stratégiques offensives doit être suivi d'un nouvel accord entre l'Union soviétique et les États-Unis sur la limitation des armes stratégiques. Elles ont convenu qu'un tel accord devrait rester en vigueur jusqu'à 1985 et porter sur des limitations d'ordre quantitatif et qualitatif.

Considérant les rapports qui existent entre la mise au point des armes offensives

et celle des armes défensives et vu le succès avec lequel le traité sur la limitation du système des missiles anti-missiles, conclu entre l'URSS et les États-Unis en mai 1972, a été mis en œuvre, les deux parties estiment qu'il est souhaitable d'adopter des limitations supplémentaires à l'égard du déploiement de ces systèmes. A cette fin, elles ont adopté un protocole par lequel elles s'engagent à ne conserver chacune qu'une seule zone de déploiement des missiles anti-missiles au lieu de deux comme le prévoyait l'accord de 1972.

Ayant souligné la portée historique du traité conclu à Moscou en 1963, qui interdit les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, traité auquel les États-Unis et l'Union soviétique ont adhéré, les deux parties se sont déclarées en faveur de la cessation totale des essais d'armes nucléaires. Désirant contribuer à la réalisation de cet objectif, les États-Unis et l'URSS ont pris une importante mesure dans ce sens en concluant un traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires, qui prévoit la cessation complète, dès le 31 mars 1976, des essais d'armes dépassant un seuil approprié et restreint à un minimum les autres essais souterrains.

Les deux parties se sont dites persuadées que l'heureuse conclusion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe marquerait un pas important vers l'établissement d'une paix durable. Partant de ce principe, les États-Unis et l'URSS se sont déclarés en faveur du déroulement prochain de la dernière étape de la Conférence. Les deux parties s'appuient aussi sur le principe que les résultats des négociations permettront à la Conférence de s'achever au plus haut niveau.